

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 JANVIER 1919.

Projet de loi

instituant une

Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

L'organisation du crédit a toujours figuré parmi les principales préoccupations du législateur belge.

Il n'en pouvait être autrement.

Dans un pays voué aux industries de transformation, exportant la plus grande partie de ses fabricats et se procurant par ses échanges les matières indispensables à son alimentation et à sa production, le crédit, plus que partout ailleurs, est un des facteurs essentiels de l'activité fructueuse et du progrès.

Mobilisant les créances, libérant les capitaux engagés dans les opérations de la production et de la vente, multipliant leur rendement avec leur utilité économique, il n'est pas seulement le nerf du commerce et de l'industrie : son action puissante, s'exerçant sur toutes les sources de la richesse publique, se répercute jusqu'aux plus humbles citoyens par le travail et les salaires qu'il leur procure.

Pénétré de ces vérités et instruit par la dure expérience des crises industrielles de 1839 et de 1848, le Parlement, dès 1850, vota une série de lois qui ont grandement influé sur l'épanouissement matériel du pays.

La création de la Banque Nationale, en assurant au pays une circulation fiduciaire saine, au commerce l'escompte facile, abondant et peu onéreux, apporta dès cette époque à l'un des problèmes primordiaux dans cet ordre, une solution dont la pratique de plus d'un demi-siècle a consacré la sagesse.

Aux yeux de l'homme d'État qui en fut le promoteur, la Banque Nationale devait être le centre et le pivot de toutes les institutions de crédit d'intérêt général. Ainsi qu'on l'a justement rappelé (1), il y voyait l'âme d'un vaste

(1) PAUL ILYMANS : *Frère-Orban*, vol. I, page 328.

mécanisme financier dont il avait tracé le plan, aux branches duquel devaient se relier d'autres organes destinés à pourvoir notamment au placement de l'épargne populaire et au crédit immobilier. Mais dans sa conception, chacun de ces organes devait être créé à côté et en dehors d'elle, tout en étant assuré de sa protection.

« D'autres services, disait-il, comme la Caisse d'Épargne, le crédit foncier, » qui doit être régi par d'autres principes que le crédit commercial, viendront » se rattacher en partie à la Banque Nationale, sans toutefois jamais se confondre avec les opérations de banque proprement dites. La Caisse d'Épargne » et le Crédit Foncier formeront des institutions indépendantes, dirigées par des » administrations distinctes, mais qui se prêteront un appui mutuel et auxquelles » la direction de la Banque Nationale accordera un concours utile et bien- » veillant. »

L'essor imprimé par toutes ces lois heureuses, et qu'accentua encore l'adoption d'une politique douanière résolument libérale, ne pouvait cependant manquer de faire naître des besoins nouveaux de crédit et d'amener dans les doctrines, en cette matière comme dans tous les domaines, une évolution significative.

Pour tous les hommes éclairés, attentifs aux transformations profondes des méthodes industrielles et commerciales, les notions d'autrefois se sont singulièrement élargies.

Le perfectionnement incessant de l'outillage, l'orientation de plus en plus marquée vers la fabrication des produits finis, la spécialisation, la concentration et l'intégration de l'industrie, les exigences d'une production intensive d'un côté, la nouveauté et la hardiesse des procédés du commerce international de l'autre, entraînaient à des immobilisations sans cesse croissantes et à des majorations insoupçonnées des fonds de roulement.

Depuis nombre d'années, on avait reconnu que les producteurs belges ne disposaient point, surtout pour les opérations à longue échéance que la concurrence étrangère leur imposait, des facilités de crédit dont jouissaient leurs compétiteurs et qui privilégiaient ceux-ci pour la conquête des débouchés rémunérateurs.

On invoquait comme exemples les banques spéciales d'Angleterre, de Bohême et du Japon, issues d'une législation prévoyante. Plus récemment, la Chambre des Députés de France, au début de 1914, avait adopté le projet de loi dont M. Klotz, Ministre des Finances, l'avait saisie et qui avait pour objet la fondation du *Crédit à l'Industrie et au Commerce de France*, destiné, par des prêts à longs termes, à aiguillonner l'esprit d'entreprise et à faire refluer les capitaux vers les affaires vraiment françaises.

Ce dernier projet surtout avait retenu l'attention en Belgique, où l'organisation bancaire s'avérait non moins insuffisante qu'en France et prêtait à des critiques pareillement fondées.

De part et d'autre, on reprochait aux grands établissements financiers leur froideur à l'égard de la production nationale et leur propension à ne rechercher et à n'offrir, aux énormes capitaux qu'ils attiraient à eux, que des placements prétendument plus sûrs que les placements industriels, sous la forme d'emprunts d'États éloignés ou d'autres valeurs à revenu fixe. Ne voyait-on même

pas. chez nous, des succursales de certains grands établissements étrangers séduire et drainer notre épargne par l'appât de semblables opérations. exerçant ainsi, par surcroît, une action perturbatrice sur la stabilité de nos changes ?

Non sans regret, ni parfois sans amertume. on opposait à ces tendances la politique d'intervention pratiquée sans hésitation par les banques allemandes, suscitant, contrôlant, dirigeant les initiatives, instruisant leur clientèle, poussant de toutes leurs forces à l'expansion commerciale et industrielle, et assurant aux producteurs et aux négociants de leur pays, sur le marché international, une avance chaque jour plus redoutable.

Que cette tactique des banques allemandes ne leur eût jamais créé d'embarras ni de dangers, nul ne pouvait l'affirmer. En Allemagne même, on n'avait pas perdu le souvenir des douloureuses contractions de crédit qu'à plusieurs reprises elle provoqua et qui ne furent conjurées que grâce à l'intervention, peut-être bienveillante, de banques étrangères moins téméraires.

Mais nul ne pouvait non plus soutenir que, poussée à l'excès, la prudence n'est point aussi funeste que l'audace et qu'entre les deux, l'intelligence et l'habileté ne savent pas trouver place pour la sécurité, sans déprimer les énergies. Et si l'on ne conseillait pas à nos banques d'aventurer leurs capitaux dans de trop longues immobilisations et d'user des moyens périlleux de placement employés par certains établissements financiers allemands, on n'en jugeait pas moins nécessaire d'adjoindre à notre système bancaire un rouage dispensateur du crédit à moyen et à long terme. On souhaitait que ce rouage supplémentaire vint à bref délai pourvoir aux besoins dont on n'aurait osé présager ni la rapidité, ni l'étendue.

Sans doute, consciente de ces besoins, accrus encore par nos entreprises coloniales récentes, la Banque Nationale n'avait pas laissé de s'attacher à y répondre. Elle se modelait en cela sur les instituts d'émission similaires de l'étranger, et elle acceptait dans son portefeuille du papier de crédit, de caractère purement commercial, sujet à des renouvellements réitérés. Mais, quoique aidée par la Caisse Générale d'Épargne, à qui sa loi organique accorde plus de latitude, ses statuts lui traçaient des limites qu'il lui était interdit de franchir. Elle devait conserver toute son élasticité à son portefeuille, couverture de sa circulation fiduciaire, et il lui fallait bien écarter des demandes auxquelles elle déplorait qu'il ne pût être autrement satisfait.

Il n'y avait donc là qu'un palliatif, imposé par la nécessité, insuffisant toutefois et précaire. Forcément le champ ouvert à la Banque Nationale était limité et l'on n'en réclamait qu'avec plus d'insistance la création de l'organe qui manquait à la Belgique et qui, approprié à ses traditions, lui dispenserait aussi, pour son expansion, les capitaux d'immobilisation vainement sollicités dans de fréquentes circonstances.

Le plan tracé par Frère-Orban, exécuté en grande partie, appelait cet indispensable complément.

Si c'était là la situation avant la guerre, que sera-ce après la paix ?

Le problème qui faisait alors l'objet des réflexions et des études des spécialistes se dresse maintenant, dans son inexorable urgence, devant les yeux de tous. Les événements sont venus nous prouver à quel point s'impose sa solution immédiate ;

ils nous ont apporté la cruelle démonstration des forces économiques de l'Allemagne. fruit de ses moyens d'action et de ses méthodes ; ils ont inspiré l'unanime conviction que la création préconisée naguère sera l'une des armes les plus puissantes de notre relèvement.

L'Industrie belge, littéralement, doit renaître de ses cendres. Installations, outillages, approvisionnements, ressources, tout a été détruit, saccagé, enlevé, épuisé. Tout est à refaire et à reconstituer. Dans la lutte qu'elle devra affronter sans retard pour reconquérir sa position d'hier, la compétition avec ses rivaux sera pour elle d'une âpreté qu'il serait puéril de se dissimuler. Ils ont vécu, produit, pendant sa stagnation et son martyre, et leurs profits leur ont permis d'améliorer de toutes façons leur production et leurs prix. Les débouchés que nous avaient acquis de longues années de relations suivies, il faudra les ressaisir par des efforts tenaces et des sacrifices certains, en accordant aux acheteurs des facilités de paiement inconnues jusqu'ici. Car partout règne une soif ardente de compensations réparatrices et partout on se prépare aux combats économiques de demain.

On le voit, c'est sous un double aspect que la question se pose.

Il s'agit de réédifier sur des ruines, de restaurer notre production paralysée ; il s'agit en même temps de la replacer bientôt sur un pied d'égalité avec ses rivales, en lui fournissant les capacités financières qui assureront son extension progressive.

Jamais la nécessité du crédit n'est apparue avec une plus lumineuse évidence.

A coup sûr, la grande industrie conservera la collaboration des banques chargées de son service financier et dont les avances, du reste, peuvent être éventuellement consolidées par des appels aux capitaux privés ; mais les entreprises de moindre importance perdraient tout espoir de se remettre en marche si un instrument nouveau ne venait leur procurer, sous la forme du crédit à long terme, l'assistance dont il leur sera impossible de se passer.

Sans cette assistance, leur sort serait irrémédiablement compromis, et du même coup celui de nos populations ouvrières, aux aptitudes exceptionnelles, dont l'endurance et le patriotisme ont été admirables au cours de leurs longues épreuves, et qui sont impatientes de reprendre vaillamment le travail sur le sol natal, où rien ne doit être négligé pour les retenir.

Si l'on veut donc accomplir avec succès la lourde tâche d'où dépendent à la fois le présent et l'avenir de la Belgique et à laquelle le législateur a l'impérieux devoir d'associer étroitement le Gouvernement, il est nécessaire de constituer sans aucun retard une Société Nationale de Crédit à l'Industrie, saine et robuste, avec le patronage et sous le contrôle de l'État.

A raison du rôle qui lui est assigné à la tête de notre organisme bancaire, la Banque Nationale de Belgique a revendiqué l'honneur de présider à la fondation de la société nouvelle.

Cette ambition est légitime. Elle s'appuie sur les conceptions de Frère-Orban, sur sa claire vision des réalités du crédit et de la solidarité qui doit exister entre ses principaux rouages.

De fait, le problème à résoudre aujourd'hui est analogue à celui devant lequel se trouva le législateur de 1850. Les origines, les fins à poursuivre sont les

mêmes ; il n'y a de différence dans la solution que parce que l'on s'occupe, à l'heure qu'il est, de crédit d'une autre durée.

Alors que l'on avait à organiser le crédit à court terme, la création de la Banque Nationale s'imposait. Elle fut placée sur des assises qui ont victorieusement subi l'épreuve du temps ; l'équilibre est stable entre le privilège d'émission dont elle est investie et les limites dans lesquelles elle est autorisée à en faire usage. Dispensatrice du crédit commercial, régulatrice du marché monétaire, elle a rempli dans toute son ampleur la mission qui lui fut conférée. Cette mission, il faut la lui laisser. Elle ne pourrait, sans danger, voir déplacer son centre de gravité et étendre ses attributions à des fonctions de crédit où son propre papier ne trouverait plus sa cause normale.

A présent que l'on aborde l'organisation du crédit à long terme, c'est la création d'une institution nouvelle qui s'indique.

Mais, logiquement, le crédit à moyen terme et à long terme dérive du crédit à court terme. Il tend au même objectif : l'extension intégrale et le rendement maximum de l'activité économique. Or, la Banque Nationale de Belgique, en fait de crédit à court terme, est la banque des banques ; c'est elle qui les soutient dans les périodes de resserrement et de crise. En matière de crédit à long terme, un rôle semblable sera dévolu à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie. Elle procurera aux banques existantes un nouvel instrument d'action et les mettra en situation, toutes mesures gardées, de prendre désormais aux multiples expressions de notre vie industrielle et commerciale cette part prépondérante devant laquelle on n'a pas reculé ailleurs.

La Banque Nationale de Belgique ne doit-elle donc pas donner naissance à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie qui sera en quelque sorte son prolongement ? Ne doit-elle pas en être le principal moteur ? Ne doit-on pas, sans les confondre, associer les deux institutions, les faire diriger par de mêmes mains, tout en les séparant par des cloisons étanches, et établir entre elles, avec un parallélisme complet d'attributions, une unité d'impulsion hautement avantageuse aux intérêts du Pays ?

Attendre des banques privées l'initiative que la Banque Nationale de Belgique offre de prendre, serait s'exposer à récolter plus de mécomptes que de résultats. Gardiennes de dépôts considérables qui peuvent à tout instant leur être retirés, elles se sont toujours attachées de préférence à des opérations de courte durée, rendant aisée et rapide la mobilisation des capitaux qu'elles y engagent. On les a vues, certes, prêter leur concours pour doter d'une base financière solide d'importantes entreprises, pour accélérer de fécondes concentrations industrielles. Elles ont rendu sous ce rapport des services signalés, que l'on ne pourrait oublier sans ingratitude. Mais le souci de leur sécurité et de celle de leurs déposants les a détournées de formes d'intervention plus positives. Une modification de leur programme n'apparaît point prochaine ; elle ne serait pas en tout cas nettement accentuée.

La solution à laquelle on s'est rallié correspond donc absolument à une incontestable situation de fait, outre qu'elle s'inspire des vrais principes de la science

financière et qu'elle vient exaucer enfin des vœux si fréquemment et si justement exprimés.

* * *

Les propositions de la Banque Nationale, précisées dans le projet de statuts ci-annexé et dont le présent projet de loi a pour objet de consacrer l'adoption, s'inspirent des idées qui viennent d'être développées et des avis autorisés que la Banque a tenu à recueillir.

Elle apportera, autorisée par ses actionnaires, le capital initial de 25,000,000 de francs, dont l'importance montre bien qu'elle n'entend point se prêter à une simple expérience (art. 6 des statuts). La société trouvera le surplus des fonds qu'exigera son extension progressive par l'émission, à concurrence du décuple de son capital et de ses réserves, d'obligations à revenu fixe, dont l'échéance ne dépassera pas trente ans, sauf dérogation autorisée par le Gouvernement dans le cas de nécessité reconnue (art. 10 des statuts). Elle pourra en outre émettre des bons de caisse, d'une durée de un à cinq ans (art. 11 des statuts).

Afin d'assurer le placement et le classement rapides de ces obligations et la modicité relative de leur revenu, la garantie de leur intérêt par l'État est sollicitée pour elles (art. 2 du projet de loi; art. 12 des statuts). Des raisons décisives la justifient.

C'est en effet une œuvre de salut public au premier chef que de faire revivre l'industrie et le commerce, de hâter leur développement ultérieur, de leur faire consentir à cette fin des prêts de longue durée à des conditions se rapprochant autant que possible du prix de revient, et, reléguant au second plan le but lucratif, de réaliser, entre la provenance des ressources et leur emploi, cet accord qui est l'un des éléments primordiaux d'une organisation rationnelle. L'appui que l'État n'a point hésité à accorder dans d'autres cas, peut-il être refusé lorsqu'on invoque pour l'obtenir, dans des conjonctures exceptionnelles, des motifs d'une aussi pressante gravité?

Il importe du reste de se pénétrer de la pensée que l'institution nouvelle sera absolument nationale, et non uniquement par son titre, mais par le cadre strict tracé à ses opérations (art. 3 des statuts), par l'indigénat imposé à ses administrateurs (art. 14), par l'inscription en nom de ses actions (art. 7) et l'agrégation des nouveaux actionnaires (art. 6).

L'industrie et le commerce belges seront seuls appelés à en bénéficier, soit par du crédit d'exportation, soit par du crédit à long terme permettant de perfectionner l'outillage et la production, de conclure avec leurs clients du dehors, voire avec des États étrangers, ces contrats à paiements différés que trop souvent il a fallu écarter faute de concours financiers suffisants.

Bien entendu, il ne peut être question de pousser à la création d'entreprises nouvelles, qui ne seraient point en état de fournir les garanties requises. On est d'accord d'ailleurs pour considérer cette création comme inopportune à l'heure où tous les efforts doivent se concentrer sur la reconstitution des affaires qui avaient fourni avant la guerre les preuves de leur vitalité.

En vue d'éviter les immobilisations excessives, le terme maximum des avances a été fixé à vingt ans (art. 3 des statuts, § 2).

Il ne sera sans doute jamais atteint, les opérations qui donneront lieu aux avances étant d'ordinaire liquidées longtemps avant ce terme.

La garantie demandée aux emprunteurs sera double.

D'une part, aval de banque ou d'institutions similaires; d'autre part, garantie réelle de bonne fin (hypothèque, gage, contrats d'assurance, caution).

L'aval ou la caution bancaire rendra certains, et le remboursement ponctuel des avances et, dès lors, l'amortissement régulier des obligations émises par la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

Néanmoins, par délibération unanime du Conseil d'administration, il pourra être apporté des tempéraments à ces règles générales, s'il est offert des garanties réelles ou personnelles jugées indiscutables (art. 3 des statuts, § 5).

Les services que se rendront la Banque Nationale et la Société Nationale de Crédit à l'Industrie seront réciproques. En lui accordant l'usage de ses guichets, de ses locaux, la collaboration de son personnel, en la mettant par ses sources précieuses d'information à l'abri des erreurs et des surprises, la Banque Nationale réduira à l'extrême les frais généraux et les risques de la société, elle l'entourera de son prestige et de son autorité, elle affirmera sa paternité, elle concourra à faire de ses obligations, aux yeux du public, une valeur de tout repos. En retour, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie permettra à la Banque Nationale de Belgique de lui céder le papier de crédit dont de trop fréquents renouvellements alourdiraient son portefeuille et, détentrice elle-même de papier sur la Belgique et l'étranger, fixant dans le pays les capitaux qui s'expatriaient auparavant, elle s'associera largement à sa politique régulatrice du taux de l'escompte et des cours du change.

Il n'est pas jusqu'à l'indépendance de la Banque Nationale de Belgique qui ne serve la société nouvelle en écartant le soupçon de toute influence que n'inspirerait pas uniquement l'intérêt général.

Une fois de plus, on voit par là combien la part désirée par la Banque Nationale de Belgique dans la direction de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie lui revient légitimement et comment elle contribuera à donner sa pleine efficacité au nouvel organisme.

Ce qui y contribuera largement encore, ce sont les dispositions tendant à la formation, aussi rapide que possible, de réserves importantes, destinées à renforcer la solidité de l'institution et qui permettront l'augmentation automatique de son capital obligations.

Le contrôle de l'État est réglé par les articles 1^{er}, 3 et 4 du projet de loi. Il s'exercera par un Commissaire du Gouvernement surveillant toutes les opérations, — par l'intervention du Ministre des Finances dans certains actes importants de la Direction, — par celle du Gouvernement pour les modifications aux statuts, — par les observations qui pourraient surgir au sein de la Législature sur les bilans et rapports détaillés dont elle recevra communication annuelle.

L'acte constitutif de la société serait passé sous forme semblable à celle qui

fut suivie lors de la constitution de la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux.

La société serait constituée pour une durée de trente ans et pourrait se continuer à l'expiration de chaque période trentenaire, sauf décision contraire du Gouvernement (art. 5 des statuts, alin. 1 et 2).

Vu le caractère d'utilité générale de l'Institution nouvelle, il a paru nécessaire de laisser à l'État seul le soin d'apprécier, à l'expiration de chaque période de trente ans, s'il y a lieu de maintenir la société.

Il ne faudrait pas, au surplus, s'exposer à une dissolution inopportune, provoquée par des intérêts privés que séduirait le désir de répartir les importantes réserves dont la formation est prévue par les statuts et que justifie la nature spéciale de l'organisme projeté.

La dissolution serait, comme la constitution, subordonnée à un acte législatif (art. 5 des statuts, alin. 3).

Pour le surplus, le texte des statuts ci-annexé est conforme aux stipulations des lois régissant les sociétés commerciales. Il ne nécessite pas d'explications spéciales.

*
* *

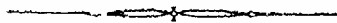
Tel est, dans son ensemble, le projet soumis à la ratification de la Législature.

Il vient répondre, en une heure décisive, à l'émouvant appel qui, de toutes parts, monte vers les mandataires de la Nation.

L'industrie et le commerce belges succomberaient dans une dernière convulsion si on ne leur venait promptement et sûrement en aide. Pour qu'ils puissent panser leurs saignantes blessures et voir luire enfin l'aube de meilleurs jours, il faut leur accorder les appuis qu'ils escomptent. A bon droit, la création d'un crédit industriel vigoureux se place pour eux au premier rang de ces appuis; c'est en elle qu'ils se croient fondés à puiser les plus encourageantes espérances.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.



PROJET DE LOI
instituant une Société Nationale
de Crédit à l'Industrie.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Finances et de l'avis de Notre
Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présen-
tera en Notre nom aux Chambres
législatives le projet de loi dont la
teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La Banque Nationale de Belgique
est autorisée à fonder une société
anonyme au capital de 25 millions de
francs, qui prendra la dénomination
de *Société Nationale de Crédit à
l'Industrie* et aura pour objet de con-
sentir des prêts à long ou moyen terme
aux entreprises industrielles et com-
merciales belges.

Le projet ci-annexé des statuts de
la société à créer est approuvé, ainsi
que la délibération en date du 30 dé-
cembre 1918 de l'Assemblée générale

WETSONTWERP
tot instelling van eene Nationale Ven-
nootschap voor Krediet aan de Nij-
verheid.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil!*

Op de voordracht van Onzen Mi-
nister van Financiën, en volgens
advies van Onzen Ministerraad,

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Onze Minister van Financiën zal,
in Onzen Naam, bij de Wetgevende
Kamers, het wetsontwerp indienen
waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De Nationale Bank van België
wordt er toe gemachtigd eene naam-
looze vennootschap met een kapitaal
van 25 miljoen frank te stichten, de-
welke de benaming : *Nationale Ven-
nootschap voor Krediet aan de
Nijverheid* aanneemt, en voor doel
heeft leeningen, op langen of middel-
baren termijn, aan de Belgische nijver-
heids- en handelsondernemingen toe
te staan.

Het nevensgaand ontwerp van de
standregelen der te stichten vennoot-
schap is goedgekeurd, alsmede de
beraadslaging dagteekenende van

extraordinaire des actionnaires de la Banque Nationale de Belgique, qui a décidé la souscription, la libération et l'attribution des actions de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

Les modifications aux statuts seront soumises à l'approbation du Roi.

ART. 2.

L'État garantit envers les tiers le paiement des intérêts des obligations d'une durée de plus de cinq ans, à émettre par la société.

Dans le cas où le produit des opérations ne suffirait pas à assurer le paiement intégral des dits intérêts, l'État fournira à la société les sommes nécessaires pour parfaire la différence.

Les décaissements que l'État serait obligé d'effectuer en vertu de sa garantie lui seront remboursés par voie de prélèvement sur le produit net de l'exercice suivant et, s'il échet, des exercices ultérieurs.

ART. 3.

Le Gouvernement aura le droit de contrôler toutes les opérations de la société et, à cette fin, d'exiger tous états et renseignements.

Il pourra s'opposer à l'exécution de toute mesure qu'il jugerait contraire, soit à la loi, soit aux statuts, soit aux intérêts généraux du pays.

Il nommera un Commissaire chargé

30 December 1918, der buitengewone algemeene vergadering van de aandeelhouders der Nationale Bank van België, dewelke de inschrijving op, en de volstorting en toekenning van de aandelen der Nationale Vennootschap voor Krediet aan de Nijverheid heeft besloten.

De wijzigingen in de standregelen zullen aan 's Konings goedkeuring worden onderworpen.

ART. 2.

De Staat waarborgt tegenover derden, de betaling van de interesten der obligatiën van meer dan vijf jaar duur, door de vennootschap uit te geven.

Ingeval de opbrengst der verrichtingen niet voldoende is om de betaling van gemelde interesten ten volle te verzekeren, verstrekt de Staat aan de vennootschap de sommen benodigd om het verschil aan te vullen.

De sommen, welke de Staat, krachtens zijn waarborg, uit de Schatkist te verstrekken zou hebben, worden hem terugbetaald bij wege van voorafschtingen op de zuivere opbrengst van het eerstkomende boekjaar en, desgevallende, van de naastvolgende boekjaren.

ART. 3.

De Regeering heeft het recht toezicht uit te oefenen op al de verrichtingen der Vennootschap en, te dien einde, alle staten en inlichtingen te vorderen.

Zij kan zich verzetten tegen de uitvoering van elken maatregel, dien zij in strijd acht met de wet, of met de standregelen, of met 's Rijks algemeene belangen.

Zij benoemt eenen Commissaris, die

de surveiller les opérations de la société et notamment les émissions d'obligations.

Ce Commissaire aura le droit de prendre, en tout temps, connaissance de l'état des affaires et de vérifier les écritures et les caisses. Il assistera, quand il le jugera convenable, aux séances des Assemblées générales, du Conseil d'administration et du Collège des commissaires; il y aura voix consultative. Il veillera à ce que la gestion s'inspire des intérêts nationaux. Il pourra suspendre et dénoncer au Gouvernement toute décision qu'il jugera contraire, soit aux lois, soit aux statuts, soit aux intérêts de l'État. Si le Gouvernement n'a pas statué dans la quinzaine de la dénonciation, la décision pourra être exécutée. Le traitement de ce Commissaire, fixé par le Gouvernement d'accord avec l'Administration de la société, sera payé par celle-ci.

ART. 4.

Chaque année, le Ministre des Finances déposera sur le bureau des Chambres législatives le bilan de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie pour l'exercice écoulé et les rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires faisant connaître la situation des affaires.

Donné à Bruxelles, le 22 janvier 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

LÉON DELACROIX.

belast is op de verrichtingen der vennootschap, en namelijk op de uitgiften van obligatiën, toezicht te houden.

Deze Commissaris heeft het recht om, te allen tijde, van den stand der zaken kennis te nemen, en de geschriften en kassen na te zien. Wanneer hij zulks dienstig acht, woont hij de zittingen van de algemeene vergaderingen van den Beheerraad en van het College van Commissarissen bij; hij heeft er raadgevende stem. Hij moet zorgen dat het beheer worde gevoerd met het oog op de nationale belangen. Elke beslissing welke hij in strijd acht met de wetten, of met de standregelen, of met de Staatbelangen, kan hij schorsen en aan de Regeering bekend maken. Heeft de Regeering binnen de vijftien dagen na de bekendmaking geene uitspraak gewezen, zoo mag de beslissing worden uitgevoerd. De jaarwedde van gemelden Commissaris, door de Regeering in overleg met het beheer der vennootschap vastgesteld, wordt door deze betaald.

ART. 4.

Telken jare wordt de balans over het afgelopen boekjaar der Nationale Vennootschap voor Krediet aan de Nijverheid, en de verslagen van den Beheerraad en van het College der Commissarissen, welke den stand der zaken kenbaar maken, door den Minister van Financiën ter tafel der Wetgevende Kamers gelegd.

Gegeven te Brussel, den 22 Januari 1919.

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën.*

(12)

ANNEXE.

Société Nationale de Crédit à l'Industrie

STATUTS

TITRE PREMIER

DÉNOMINATION — SIÈGE — OBJET — DURÉE

ARTICLE PREMIER. — Il est fondé une société anonyme sous la dénomination de *Société Nationale de Crédit à l'Industrie*.

ART. 2. — Le siège de la société est établi à Bruxelles.

Des succursales ou agences pourront être établies par le Conseil d'administration dans les localités où il en reconnaîtra l'utilité.

ART. 3. — § 1. La société a pour objet de consentir des avances destinées à l'amélioration, la transformation ou le développement d'entreprises industrielles et commerciales belges. Elle aura notamment pour but de faciliter à ces entreprises la mobilisation de leurs créances à long ou moyen terme.

§ 2. Les avances sont consenties pour une durée qui ne dépassera pas vingt ans.

A l'expiration du terme convenu, des prolongations de durée pourront être accordées dans des cas, de la manière et aux conditions à déterminer par le Conseil d'administration.

§ 3. Les opérations d'avances, se traiteront à l'intervention et sous la garantie d'une banque, d'un établissement de crédit ou de toute autre institution similaire qu'agréera le Conseil d'administration. En outre, la bonne fin devra en être assurée, soit par une garantie réelle (hypothèque, gage, contrat d'assurance sur la vie), soit par une caution, soit par telle autre garantie que l'Administration estimera convenable.

Toutefois des avances pourront être consenties sans réunir les conditions préindiquées, lorsque les garanties réelles ou personnelles proposées seront largement suffisantes pour couvrir l'entière des créances et si, dans chaque cas, la décision en est prise à l'unanimité des membres du Conseil d'administration présents à la délibération.

§ 4. Le taux d'intérêt des avances sera déterminé par le Conseil d'administration.

ART. 4. — La société pourra, mais seulement dans la mesure nécessaire au placement provisoire de ses disponibilités, et d'accord avec la Banque Nationale de Belgique, escompter ou acheter des effets de commerce réunissant les conditions d'admissibilité indiquées dans les statuts ou les règlements de la dite Banque.

La société ne pourra posséder d'autres immeubles que ceux qui seraient affectés à ses services administratifs et à ceux de ses succursales et agences.

Elle pourra néanmoins acquérir des immeubles pour se couvrir de ses créances en souffrance.

ART. 5. — La société est constituée pour une durée de trente ans.

A l'expiration de chaque période trentenaire, la durée de la société sera prorogée de plein droit pour une nouvelle durée de trente ans, sauf décision contraire du Gouvernement.

La société ne pourra, hors les cas prévus par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, être dissoute qu'en vertu d'une loi, à la demande du Conseil d'administration et du Collège des commissaires ; cette loi réglera le mode et les conditions de la liquidation.

TITRE II.

CAPITAL — ACTIONS — OBLIGATIONS — DÉPÔTS.

ART. 6. — Le capital social est de 25,000,000 de francs, représenté par 50,000 actions de 500 francs chacune, souscrites par la Banque Nationale de Belgique, conformément à la délibération prise dans l'Assemblée générale extraordinaire de ses actionnaires tenue à Bruxelles le 30 décembre 1918.

Toutes ces actions ont été entièrement libérées en présence du notaire et des témoins soussignés par le versement de la somme de 25,000,000 de francs, qui se trouve, dès à présent, à la libre disposition de la société.

Le capital social pourra être ultérieurement augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par décision de l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modifications aux statuts.

En cas d'augmentation, le Conseil d'administration fixera les conditions et le taux de l'émission des nouvelles actions.

Il décidera aussi s'il sera attribué, un droit de préférence, à la souscription des nouvelles actions, aux titulaires des anciennes, et dans quelle proportion.

En tous cas, les souscripteurs des nouvelles actions devront être agréés par lui.

ART. 7. — Les actionnaires ne sont passibles que de la perte du montant de leurs actions.

Toutes les actions sont et doivent rester nominatives.

Il sera tenu au siège social un registre des actionnaires. La propriété d'une action s'établit par une inscription sur ce registre. Des certificats nominatifs d'inscription, signés par deux administrateurs, sont délivrés aux actionnaires.

Toute cession d'action doit être autorisée par le Conseil d'administration.

La cession s'opère, soit par une déclaration de transfert inscrite sur le registre

des actionnaires, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leurs fondés de pouvoirs, soit par tout autre mode autorisé par la loi.

ART. 8. — Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre.

S'il y a plusieurs intéressés pour une action, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée à son égard comme propriétaire du titre.

ART. 9. — Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux bilans sociaux et aux décisions de l'Assemblée générale.

ART. 10. — La société pourra émettre, avec ou sans primes, des obligations dont le remboursement aura lieu dans une période maximum de trente années.

Le montant des obligations en circulation n'excédera pas le décuple du capital social et des réserves.

Toutefois la société pourra dépasser cette limite ou créer des obligations remboursables en plus de trente années, moyennant l'accord du Gouvernement.

Le Conseil d'administration déterminera, d'accord avec le Gouvernement, le type des obligations, leur taux d'intérêt et toutes autres conditions d'émission ou de remboursement.

ART. 11. — La société aura la faculté d'émettre des bons de caisse d'une durée de un à cinq ans.

ART. 12. — L'État garantira le paiement des intérêts des obligations d'une durée de plus de cinq ans, qui seront émises dans les conditions stipulées à l'article 10.

Dans le cas où le produit des opérations ne suffirait pas à assurer le paiement intégral des dits intérêts, l'État fournira à la société les sommes nécessaires pour parfaire la différence.

Les décaissements que l'État serait obligé d'effectuer en vertu de sa garantie lui seront remboursés par voie de prélèvement sur le produit net de l'exercice suivant et, s'il échet, des exercices ultérieurs.

ART. 13. — La société peut accepter des dépôts à terme productifs d'intérêt d'un montant minimum de 1,000 francs.

Le taux des intérêts à bonifier aux déposants sera déterminé par le Conseil d'administration.

TITRE III.

ADMINISTRATION — SURVEILLANCE.

ART. 14. — La société est administrée par un Conseil de sept administrateurs, dont cinq au moins seront choisis au sein du Conseil d'administration de la Banque Nationale de Belgique ou entre les candidats proposés par l'Administration de cette Banque.

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres un président et un vice-président.

Un collège de trois commissaires, dont deux sont choisis parmi les censeurs de la Banque Nationale de Belgique, surveille les opérations de la société.

Les administrateurs et commissaires devront être Belges de naissance. L'administrateur ou le commissaire qui perd la nationalité belge est de plein droit réputé démissionnaire.

ART. 15. — La durée du mandat des administrateurs est de six ans au plus.

Les commissaires sont nommés pour trois ans au plus.

Les uns et les autres sont toujours rééligibles.

L'ordre de sortie des administrateurs et commissaires sera réglé, en ce qui concerne les membres appartenant à l'Administration de la Banque Nationale de Belgique, de manière à faire coïncider le terme de leur mandat d'administrateur ou de commissaire de la société, avec celui de leur mandat de directeur ou de censeur de la Banque Nationale de Belgique.

Le sort règlera l'ordre de sortie des autres administrateurs et commissaires.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restés en fonctions et les commissaires réunis en Conseil général auront le droit d'y pourvoir provisoirement, en respectant toutefois les dispositions de l'article 14.

L'Assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, procédera à l'élection définitive.

ART. 16. — Chaque administrateur doit affecter, par privilège, vingt-cinq actions de la société à la garantie de sa gestion.

Le cautionnement de chaque commissaire est fixé à dix actions de la société.

Mention de cette affectation doit être faite par le propriétaire des actions sur le registre des actionnaires et, si les actions n'appartiennent pas à l'administrateur ou au commissaire, il doit en être donné connaissance à la première Assemblée générale.

Les actions affectées aux cautionnements sont inaliénables pendant la durée du mandat de celui dont elles garantissent la gestion.

Elles ne seront mises à la disposition des titulaires qu'après approbation du bilan de l'exercice pendant lequel cette gestion aura pris fin.

ART. 17. — L'Assemblée générale ordinaire allouera aux administrateurs et commissaires une indemnité fixe imputable sur les frais généraux.

ART. 18. — Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation et sous la présidence de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, du vice-président ou, à leur défaut, d'un administrateur désigné par ses collègues, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que trois administrateurs au moins le demandent.

ART. 19. — Le Conseil ne peut délibérer valablement que si quatre de ses membres au moins sont présents.

Chaque administrateur empêché peut, même par simple lettre, déléguer un autre membre du Conseil pour le représenter et voter en son lieu et place. Toutefois, aucun administrateur ne peut ainsi représenter plus d'un membre du Conseil.

Sauf le cas prévu au dernier alinéa de l'article 3 paragraphe 3 des présents statuts, les résolutions sont prises à la majorité des voix.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. 20. — Le Conseil d'administration a, dans les limites tracées par les présents statuts, les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion des affaires de la société.

Il a notamment le pouvoir de décider toutes les opérations qui rentrent dans l'objet social. Il peut recevoir toutes sommes et valeurs, faire ou recevoir tous paiements, en exiger ou fournir toutes quittances, faire et passer tous contrats, acquérir, aliéner, échanger, prendre et donner à bail tous biens meubles ou immeubles, toutes concessions quelconques, contracter tous emprunts, créer et émettre tous bons ou obligations, sous les réserves spécifiées à l'article 10, consentir tous prêts et avances, consentir ou accepter toutes hypothèques avec ou sans stipulation de voie parée, consentir ou accepter tous droits réels et toutes garanties mobilières ou immobilières, renoncer à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires, donner main-levée et consentir radiation de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions, nantissements, gages et autres empêchements, dispenser de toutes inscriptions d'office, consentir toutes mentions et subrogations, le tout avant ou après paiement; traiter, plaider, tant en demandant qu'en défendant, transiger, acquiescer et compromettre; nommer et révoquer tous agents ou employés, fixer leurs attributions, traitements et cautionnements s'il y a lieu.

L'énumération qui précède n'est pas limitative mais simplement énonciative; tout ce qui n'est pas expressément réservé par la loi ou par les statuts à l'Assemblée générale des actionnaires est de la compétence du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration peut déléguer ou donner des pouvoirs spéciaux déterminés à un ou plusieurs de ses membres, ou même à des tierces personnes.

Il déléguera la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs, qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il fixera leurs pouvoirs et leur rémunération à raison de ces attributions. Il les révoquera et pourvoira à leur remplacement, s'il y a lieu.

ART. 21. — Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, seront suivies, au nom de la société, par le Conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou de l'administrateur délégué à cette fin.

ART. 22. — Tous les actes qui engagent la société, autres que ceux de la gestion journalière, sont signés, à moins d'une délégation spéciale du Conseil d'administration, par deux administrateurs, lesquels n'ont pas à justifier, à l'égard des tiers, d'une décision préalable du Conseil.

Les actes de la gestion journalière peuvent être signés par un administrateur ou par un agent délégué à cette fin.

ART. 23. — Les délibérations du Conseil d'administration seront constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial tenu au siège social.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président du Conseil d'administration ou par deux administrateurs.

ART. 24. — Les commissaires ont un droit illimité de surveillance et de con-

trôle sur les opérations de la société. Ils peuvent prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société.

Il leur est remis chaque semestre, par le Conseil d'administration, un état résumant la situation active et passive. Les commissaires doivent soumettre à l'Assemblée générale le résultat de leur mission, avec les propositions qu'ils croient convenables, et lui faire connaître le mode d'après lequel ils ont contrôlé les inventaires.

ART. 23. — Un commissaire nommé par le Gouvernement surveille les opérations de la société et, notamment, les émissions d'obligations. Il a le droit de prendre, en tout temps, connaissance de l'état des affaires et de vérifier les écritures et les caisses.

Il assiste, quand il le juge convenable, aux séances des Assemblées générales, du Conseil d'administration et du Collège des commissaires; il y a voix consultative.

Il veille à ce que la gestion s'inspire des intérêts nationaux.

Il peut suspendre et dénoncer au Gouvernement toute décision qu'il jugerait contraire, soit aux lois, soit aux statuts, soit aux intérêts de l'État.

Si le Gouvernement n'a pas statué dans la quinzaine de la dénonciation, la décision pourra être exécutée.

Le traitement de ce commissaire, fixé par le Gouvernement d'accord avec l'Administration de la société, est payé par celle-ci.

TITRE IV

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES.

ART. 26. — L'Assemblée générale des actionnaires, régulièrement constituée, représente l'universalité des propriétaires d'actions.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou dissidents.

Les actionnaires ont autant de voix qu'ils possèdent d'actions.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre d'actions dépassant la cinquième partie du nombre des actions émises ou les deux cinquièmes des actions représentées à l'Assemblée.

ART. 27. — Il est tenu chaque année, et pour la première fois en 19 , au siège social à Bruxelles, le dernier lundi de septembre à heures, une assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société.

Le Conseil d'administration peut convoquer des Assemblées générales extraordinaires. Il doit les convoquer sur la demande du Collège des commissaires ou d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

ART. 28. — Seront admis à l'Assemblée générale les actionnaires inscrits depuis vingt jours au moins et dont les certificats auront été déposés au siège social ou aux établissements désignés dans les avis de convocation, cinq jours francs au moins avant la date fixée pour l'Assemblée.

ART. 29. — Tout actionnaire pourra se faire représenter à l'Assemblée par un mandataire ayant lui-même le droit de vote.

Le Conseil d'administration pourra déterminer la forme des procurations et en exiger le dépôt au siège social dans le délai qu'il fixera.

Les mineurs, les interdits, les femmes mariées et les établissements publics ou privés seront représentés par leurs représentants ou organes reconnus.

Les co-propriétaires, les usufruitiers et nu-propriétaires, les créanciers et débiteurs gagistes devront respectivement se faire représenter par une seule et même personne.

ART. 30. — Avant que la séance soit ouverte, les actionnaires signent la liste de présence.

ART. 31. — Le bureau des Assemblées générales se compose des membres présents du Conseil d'administration et du Collège des commissaires.

L'Assemblée est présidée par le président du Conseil d'administration ou, à son défaut, par le vice-président ou, à leur défaut, par un administrateur à ce délégué par ses collègues.

Le président désigne le secrétaire; l'Assemblée choisit parmi ses membres deux scrutateurs.

ART. 32. — L'Assemblée générale ordinaire entend les rapports présentés par le Conseil d'administration et par le Collège des commissaires sur les opérations de la société et statue sur l'adoption du bilan et du compte des profits et pertes.

Elle se prononce après l'adoption du bilan, par un vote spécial, sur la décharge des administrateurs et des commissaires.

Elle procède aux nominations d'administrateurs et de commissaires, dans les limites indiquées en l'article 14.

ART. 33 — Les décisions sont prises, quel que soit le nombre d'actions réunies à l'Assemblée, à la majorité absolue des voix présentes ou représentées.

Cependant, lorsqu'il s'agit de délibérer sur des modifications aux statuts, l'Assemblée n'est valablement constituée que si les membres qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire, et la nouvelle Assemblée délibère valablement, quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents.

Dans l'un comme dans l'autre cas, aucune proposition n'est admise que si elle réunit les trois quarts des voix.

Les votes se font par main levée ou par appel nominal, à moins que l'Assemblée générale n'en décide autrement à la majorité des voix.

En cas de nomination, si aucun candidat ne réunit la majorité absolue, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix. En cas d'égalité de suffrages à ce scrutin de ballottage, le plus âgé des candidats est élu.

ART. 34. — Les procès-verbaux des Assemblées générales sont signés par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent.

Les expéditions et extraits à délivrer aux tiers sont signés par le président du Conseil d'administration ou par deux administrateurs ou commissaires.

TITRE V

BILAN — RÉPARTITION — RÉSERVES

ART. 35. — Au 30 juin de chaque année, et pour la première fois le 19, il est dressé par les soins du Conseil d'administration un inventaire des valeurs mobilières et immobilières et de toutes les dettes actives et passives de la société, avec une annexe contenant, en résumé, tous ses engagements.

A la même époque, le Conseil d'administration forme le bilan et le compte des profits et pertes.

ART. 36. — L'excédent favorable du bilan, déduction faite des frais généraux, charges et amortissements, constitue le bénéfice net de la société.

Après défaction éventuelle des remboursements à l'État prévus au dernier alinéa de l'article 12, il sera prélevé sur ce bénéfice :

1° 5 p. c. affectés au fonds de Réserve légale ;

2° la somme nécessaire pour servir aux actions un dividende de 3 p. c.

Du surplus, il sera attribué 50 p. c. au fonds de Réserve extraordinaire; cette allocation pourra être ramenée à 25 p. c. lorsque le fonds de Réserve extraordinaire aura atteint les deux tiers du capital social.

L'attribution du solde sera réglée par le Conseil d'administration. Dans le cas où le Conseil d'administration déciderait la répartition d'un second dividende, il sera attribué à l'État une part de bénéfices égale au tiers de la somme allouée aux actions.

ART. 37. — Les dividendes sont payés aux endroits et aux époques à fixer par le Conseil d'administration.

ART. 38. — Les prélèvements en faveur du fonds de Réserve extraordinaire, prévus à l'article 36, cesseront d'être obligatoires lorsque ce fonds aura atteint le montant versé du capital social.

Le mode d'emploi des réserves est facultatif. Les placements en fonds publics sont toutefois limités aux titres de l'État belge ou garantis par lui.

L'Assemblée générale des actionnaires, délibérant comme en matière de modifications aux statuts, pourra décider la répartition de la Réserve extraordinaire sous forme d'actions nouvelles créées en augmentation du capital. Dans ce cas, et aussi lors de la liquidation de la société, l'État prélèvera sur la Réserve extraordinaire une somme égale au tiers de la part des actionnaires.

TITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 39. — Tout actionnaire domicilié à l'étranger sera tenu d'élire domicile en Belgique pour tout ce qui se rattache à l'exécution des présents statuts.

A défaut d'élection de domicile, celui-ci sera censé élu de plein droit au siège de la société, où toutes les notifications, sommations, assignations et significations seront valablement faites.

ART. 40. — Les administrateurs, l'administrateur délégué et les commissaires seront, pour la première fois, nommés par le Gouvernement.

ART. 41. — Sauf les dérogations y apportées par les présents statuts, les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales seront applicables à la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

Cependant, les modifications statutaires n'auront d'effet que moyennant approbation du Roi.

ART. 42. — La comparante déclare que le montant approximatif des frais et dépenses incombant à la société du chef de sa constitution s'élève à fr.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 JANUARI 1919.

Ontwerp van wet houdende instelling eener Nationale Vennootschap voor Krediet aan de Nijverheid.

Memorie van toelichting.

MIJNE HEEREN,

De inrichting van het krediet maakte steeds een der voornaamste bezorgheden van den Belgischen wetgever uit.

Dit kon niet anders zijn.

In een land aangewezen op bewerkingsnijverheid, dat het hoofdedeelte zijner fabrikaten uitvoert en dat zich door zijn ruil de stoffen aanschaft die tot zijne voeding en zijne opbrengst onontbeerlijk zijn, is het krediet, meer dan elders, een der hoofdfactoren van voordeelige bedrijvigheid en van vooruitgang.

Door schuldvorderingen verplaatsbaar te maken, door kapitalen die belegd zijn in de verrichtingen van voortbrenging en verkoop te bevrijden, door hunne opbrengst te vermenigvuldigen met hun economisch nut, is het niet alleen de stuwkracht van handel en nijverheid : zijn krachtige actie die al de bronnen van 't openbare vermogen beïnvloedt, strekt zich uit tot de geringste burgers door den arbeid en de loonen die het hun aanschaft.

Doordrongen van deze waarheden en geleerd door de harde ondervinding der nijverheids crises van 1839 en 1848, stemde het Parlement reeds in 1850 eene reeks wetten die grootelijks den materieelen bloei van het land hielpen bewerkstelligen.

De oprichting der Nationale Bank, door aan het land een gezonden papieren geldomloop, aan den handel gemakkelijk, overvloedig en weinig bezwarend disconto te verzekeren, bracht reeds op dat tijdstip de oplossing van een der gewichtigste vraagstukken dezer orde, oplossing waarvan meer dan één halve eeuw ervaring de wijsheid bevestigde.

In 't gedacht van den Staatsman die haar eerste voorstander was, moest

de Nationale Bank het middelpunt en de spil zijn van al de kredietsinstellingen van algemeen belang. Zooals te recht werd herinnerd (1) zag hij daarin de ziel van een grootscheepschen financieëlen bouw waarvan hij het plan had ontworpen; bij wiens taaken zich andere organen moesten aansluiten, bestemd namelijk tot belegging der volksspaargelden en tot onroerend krediet. Maar naar zijne opvatting moest elk dezer organen nevens en buiten haar worden opgericht, alhoewel hare bescherming genietende.

« Andere diensten, zegde hij, zooals de Spaarkas, het Grondkrediet, dat » naar andere beginselen dan het handelskrediet moet worden geleid, zullen » zich ten deele bij de Nationale Bank komen aansluiten, zonder nochtans » ooit met de eigenlijke bankverrichtingen te versmelten. De Spaarkas en » het Grondkrediet moeten onafhankelijke instellingen zijn, beheerd door » afzonderlijke besturen, maar die zich onderling hulp verleen en waar » mede het bestuur der Nationale Bank op nuttige en welwillende wijze » samenwerkt »

De vlucht door al deze gelukkige wetten gegeven, en die nog toenam door het verkiezen eener vastberaden liberale tolpolitiek, kon nochtans niet nalaten nieuwe kredietsvereischen te doen ontstaan en eene beteekenisvolle evolutie der leerstelsels, terzake zooals in alle domeinen, te veroorzaken.

Voor alle lieden met klaren blik, die de diepgaande vervorming der nijverheids- en handelsmethoden gade slaan, verruimden zich de beginselen van certijds aanzienlijk.

De aanhoudende verbetering der uitrusting, de steeds meer gekenmerkte richting naar vervaardiging van afgewerkte voortbrengselen, de specialisatie, de samentrekking en het invoggen der nijverheid, de vereischen eener intensieve voortbrenging eenerzijds, de nieuwigheid en de stoutmoedigheid der gebruiken van den internationalen handel anderzijds, brachten steeds stijgende immobilisatiën teweeg, alsmede onvermoede toenemingen der bedrijfskapitalen.

Sedert tal van jaren werd bevonden dat de Belgische voortbrengers niet beschikten, hoofdzakelijk voor de verrichtingen op langzicht die hun door de vreemde mededinging werden opgedrongen, over het gemak van krediet dat hunne mededingers genoten en dat deze bevoorrechte tot het veroveren van loonende afzetgebieden.

Als voorbeelden werden aangehaald de bijzondere banken van Engeland, Bohemen en Japan, uit een vooruitziende wetgeving ontstaan. Meer onlangs had de Kamer der Volksvertegenwoordigers van Frankrijk, bij den aanvang van 1914, het wetsontwerp aangenomen dat door den Heer Klotz, Minister van Financiën, werd ingediend en dat ten doel had de oprichting van het *Crédit à l'Industrie et au Commerce de France*, bestemd om door leeningen op langen termijn den ondernemingsgeest te prikkelen en om de kapitalen naar de werkelijk Fransche zaken te doen terugvloeden.

Dit laatste ontwerp vooral genoot in België belangstelling, alwaar de

(1) PAUL HYMANS, *Frère-Orban*, boek I, bl. 328.

bankinrichting zich niet minder onvoldoende uitwees dan in Frankrijk en evenzeer gegronde kritiek wettigde.

Van weerszijde maakte men aan de groote financiële inrichtingen tot verwijt hunne koelheid jegens de nationale voortbrenging en hunne neiging om aan de ontzaglijke kapitalen die zij tot zich trokken slechts beleggingen te zoeken en te bieden die, naar vermeend, zekerder zijn dan nijverheidsplaatsingen, onder den vorm van leeningen van ver afgelegen Staten of andere waarden met vaste opbrengst. Zag men zelfs niet ten onzent bijhuizen van sommige groote vreemde inrichtingen onze spaargelden verlokken en opslorpen door de aanlokking van dergelijke verrichtingen, bovendien aldus een stoorende werking op de vastheid van onze wisselkoersen uitoefenende?

Niet zonder spijt noch soms zonder grieving stelde men tegenover deze strekkingen de politiek van tusschenkomst, zonder aarzelen gevolgd door de Deutsche banken die de initiatieven verwekken, nagaan en leiden, hunne klanten onderrichten, met al hunne krachten en uitbreiding van handel en nijverheid stuwen en aan de voortbrengers en handelaars van hun land op de internationale markt een met den dag meer geduchten voorsprong verzekeren.

Da't deze taktiek aan de Deutsche banken nooit moeilijkheden of gevaren berokkende, kon niemand beweren. In Duitschland zelf had men de pijnlijke kredietopkrimpelingen niet vergeten welke zij meermaals veroorzaakte en die slechts werden bezworen dank zij de misschien te welwillende tusschenkomst van minder vermeteale vreemde banken.

Maar niemand ook kon beweren dat overdreven voorzichtigheid niet even noodlottig is als vermetelheid en dat, tusschen beide, vernuft en bekwaamheid geen plaats kunnen ruimen voor veiligheid, zonder de wilskracht te ontzenuwen. En zoo men onze banken niet den raad gaf hare kapitalen te wagen, in al te langdurige immobilisatiën en de gevaarlijke plaatsingsmiddelen verkozen door sommige Deutsche financiële inrichtingen, aan te wenden, was men niettemin van gevoelen dat het noodig was aan ons bankwezen een raderwerk toe te voegen dat krediet op gemiddelden en langen termijn kan verleen. Men wenschte dat deze aanvullende inrichting ten spoedigste kwam voorzien in de behoeften waarvan men noch den spoed, noch de uitgestrektheid zou hebben durven voorspellen.

Ongetwijfeld liet de Nationale Bank, bewust van deze behoeften die door onze onlangs opgerichte koloniale ondernemingen nog toenamen, niet na in dezelve te voorzien. Zij gedroeg zich ter zake naar de handelwijze van gelijkwaardige instellingen van uitgifte uit het buitenland en in haar tasch nam zij kredietpapier op, van louteren handelsaard, aan herhaalde hernieuwingen onderworpen. Maar, alhoewel geholpen door de Algemeene Spaarkas, welke de handen ruimer heeft wegens haar organische wet, bakenden hare standregelen haar grenzen af die zij niet mocht overschrijden. Zij moest aan hare tasch, die haren papieren geldomloop dekt, volle veerkracht behouden en zij zag zich gedwongen verzoeken af te wijzen waarvan zij alleszins het niet voldoen betreunde.

Dit was dus slechts een door de omstandigheden opgedrongen hulpmiddel, onvoldoende nochtans en voorbi gaand.

Noodgedwongen was de werkring der Nationale Bank van België beperkt en met des te meer klem werd instelling gevorderd van een lichaam dat aan België onthrak, en dat, naar zijne gebruiken geschikt, voor zijne expansie de vast te leggen kapitalen zou bezorgen die in menige omstandigheid vruchteloos werden aangevraagd.

Het door Frère-Orban ontworpen plan, grootendeels uitgevoerd, vroeg deze noodzakelijke aanvulling.

Was de toestand aldus vóór den oorlog, wat zal het na den vrede zijn?

Het vraagstuk dat toen het voorwerp was van de overpeinzingen en studiën der des middelen, stelt zich thans voor aller oogen met onverbidde lijken spoed. De gebeurtenissen kwamen ons aantoonen hoezeer zijn onmiddellijke oplossing zich opdringt; zij leverden ons het streng bewijs der economische krachten van Duitschland, vrucht van zijne werkmiddelen en van zijne werkwijzen; zij brachten de eensgezinde overtuiging dat de eerlijds ontworpen instelling een der krachtigste wapens onzer herwording zijn zal.

De Belgische nijverheid moet, letterlijk, uit hare puinen oprijzen. Inrichtingen, tuigen, voorraden, bronnen, alles werd vernietigd, verwoest, ontvreemd, uitgeput. Alles moet opnieuw begonnen en hersteld worden. In den strijd dien zij zonder dralen zal moeten aanbinden ter herovering van haren stand van gisteren, zal de mededinging harer concurrenten eene vinnigheid aannemen die men zich hoegenaamd niet kan ontveinzen. Zij hebben geleefd en voortgebracht wijl onze nijverheid gestremd en gemarteld werd, en hunne baten lieten hun toe op allerlei wijzen hunne voortbrenging en hunne prijzen te verbeteren. De afzetgebieden door ons verworven na tal van jaren van onafgebroken betrekkingen, zal men moeten heroveren door standvastige pogingen en gewisse offers, door aan de koopers een tot heden toe ongekend gemak van betaling te verleen. Want overal heerscht brandenden dorst naar herstellende vergoedingen en overal rust men zich uit tot den economischen strijd van morgen.

Men ziet dat de vraag zich onder tweevoudig opzicht opwerpt.

Op puinen moet weder opgebouwd worden; onze verlamde voortbrenging vergt herstel; terzelfder tijd behoort zij weldra op gelijken voet gesteld te worden met hare mededingsters en daartoe moet haar het financieel vermogen worden verstrekt dat haar geleidelijke uitbreiding zal verzekeren.

Nooit toonde zich de noodzakelijkheid van het krediet duidelijker aan.

Voorzeker zal de groote nijverheid de samenwerking behouden van de banken die met haar financieelen dienst zijn belast en wier voorschotten overigens desgevallend kunnen gedekt worden door beroep op privaat kapitaal; maar de ondernemingen van minderen onvang zouden alle hoop van herneming verliezen moest een nieuw werktuig haar niet onder den vorm van krediet op langen termijn den bijstand komen verleen. dien zij onmogelijk zullen kunnen ontberen.

Zonder deze hulp ware haar lot onherroepelijk in gevaar gebracht en

derzelfder tijd dat van onze arbeidersbevolking, uitzonderlijk begaafd, waarvan het nithondingsvermogen en de vaderlandslede bewonderenswaardig waren tijdens hare langdurige beproeving en die haakt naar 't moedig hervatten van den arbeid op den geboortegrond, alwaar niets mag worden verwaarloosd om ze te behouden.

Wil men dus met welgelukken de zware taak vervullen waarvan en het heden en de toekomst van België afhangen, en waaraan de Wetgever den strengen plicht heeft de Regeering nauw te doen deelen, dan is het noodig zonder verwijl eene Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, gezond en krachtig, onder bescherming en toezicht van den Staat, in te stellen.

Wegens de rol die haar aan 't hoofd van ons bankwezen is toegekend, vorderde de Nationale Bank van België de eer op tot het oprichten der nieuwe Maatschappij over te gaan.

Deze eerozucht is gewettigd. Zij steunt op de denkbelden van Frère Orban, op zijn klaren blik, op de werkelijkheid van het krediet en op de solidariteit die tusschen zijne bijzonderste takken behoort te bestaan.

In feite is het thans op te lossen vraagstuk van gelijken aard als hetgeene dat zich voor den Wetgever van 1850 stelde. De oorsprong en de doeleinden zijn dezelfde; in de oplossing bestaat er slechts verschil omdat men zich op dezen stond met krediet op ander zicht beijverd.

Toen krediet op korten termijn behoorde ingericht te worden, drong de instelling der Nationale Bank zich op. Zij werd geplaatst op grondvesten die zegevierend aan de proef des tijds weerstonden; vast evenwicht bestaat tusschen het voorrecht van uitgifte dat haar is toegekend en de perken waarin zij gemachtigd is daarvan gebruik te maken. Door verleening van 't handelskrediet en regeling der geldmarkt vervulde zij ten volle de taak die haar werd toevertrouwd. Deze taak dient haar gelaten te worden. Zonder gevaar zou zij haar zwaartepunt niet kunnen zien verplaatsen en haren werkkring zien uitbreiden tot kredietverrichtingen waarbij haar eigen papier geen normalen grond meer zou vinden.

Nu men het inrichten van krediet op langen termijn aanvat, wijst zich de oprichting eener nieuwe instelling aan.

Maar logisch vloeit krediet op gemiddelden en langen termijn voort uit krediet op korten termijn. Het beoogt een zelfde doel: algeheele uitbreiding en maximum ophrengst der economische bedrijvigheid. Nu, in zake krediet op korten termijn, is de Nationale Bank van België de bank der banken; zij is het die deze ondersteunt in tijden van beklemming en krisis. In zake krediet op langen termijn wordt dergelijke rol voorbehouden aan de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid. Aan de bestaande banken zal zij een nieuw werktuig ter hand stellen en haar toelaten naar alle evenredigheid, voortaan aan de veelvoudige uitingen van ons nijverheids- en handelsleven dit overwegend aandeel te hebben, voor hetwelk men elders niet schrok.

Moet de Nationale Bank van België dus niet het leven geven aan de Natio-

nale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, die zoogezegd hare verlenging zijn zal?

Moet zij niet de voornaamste stuwende kracht daarvan zijn? Moet men, zonder ze te versmelten, beide instellingen niet verbinden, ze door dezelfde handen doen besturen, behoudens ze door een dichten scheidsmuur te scheiden, en tusschen haar met volledig gelijklopenden werkring, eene impulsieëenheid verwekken die ten eerste met 's lands belangen zal strooken?

Van de private banken het initiatief verwachten dat de Nationale Bank wenscht te nemen, ware zich blootstellen aan meer misrekeningen dan nitslagen. Bewaarsters van aanzienlijke bewaargevingen die haar te allen stond kunnen ontnomen worden, hebben zij steeds de voorkeur gegeven aan verrichtingen op korten duur, aldus het verplaatsen vergemakkijkende en bespoedigende van de kapitalen welke zij daarin beleggen. Voorzeker, men zag ze hulp verleenen om aanzienlijke ondernemingen een vasten financiëlen grondslag te geven, om vruchtbare nijverheidsconcentratieën te versnellen. Onder dit opzicht bewezen zij aanmerkelijke diensten die men zonder opdankbaarheid niet zou mogen vergeten. Maar de bezorgheid over hare veiligheid en over die harer bewaargevers wende ze af van meer positieve vormen van tussenkomst. Een wijziging in haar programma komt niet voor als op til zijnde; zij zou in alle geval niet van zeer ingrijpenden aard zijn.

De oplossing die men voorstaat stemt dus volkomen overeen met een ontegensprekelijken feitelijken toestand, en bovendien neemt zij de echte beginselen der financiële wetenschap in acht en verhoort zij wenschen die zoo dikwerf en met zooveel recht werden geuit.

* *

De voorstellen der Nationale Bank, nader bepaald in het bijgevoegd ontwerp van standregelen en waarvan dit ontwerp van wet de aanneming nastreeft, zijn ingegeven door de hierboven uiteengezette gedachten en door de bevoegde adviezen welke de Bank heeft ingewonnen.

In naam van hare aandeelhouders en door deze gemachtigd, verstrekt zij het aanvankelijk kapitaal van 25,000,000 frank waarvan het belang wel aantoonst dat zij niet voornemens is een eenvoudige proefneming te doen (art. 6 der standregelen). De Maatschappij zal de overige fondsen, vereischt door hare geleidelijke uitbreiding, verwerven door uitgifte, tot het tienvoudig bedrag van haar kapitaal en van hare reserves, van obligatiën met vaste opbrengst waarvan de vervaltijd dertig jaar niet zal overtreffen, behoudens afwijking door de Regeering toegestaan in geval van bevonden noodzakelijkheid (art. 10 der standregelen). Zij zal bovendien kasbons mogen uitgeven, hebbende een duur van één tot vijf jaar (art. 11 der standregelen).

Ten einde spoedige planting en rangschikking dezer obligatiën te verzekeren, naar aanleiding van de betrekkelijke geringheid van hare opbrengst, wordt voor haar Staat-waarborg voor hare interesten gevraagd (art. 2 van het wetsontwerp; art. 12 der standregelen). Beslissende gronden wettigen zulks.

Het is inderdaad een voornaam werk van openbaar heil dan nijverheid en handel te doen herleven, hun latere ontwikkeling te bespoedigen, hun te dien einde leeningen te verstrekken op langen termijn, op voorwaarden die zooveel mogelijk met den kostprijs gelijk staan, en, met terzijdeplaatsing van winstbejag, tusschen herkomst en aanwending der geldbronnen deze overeenstemming te bewerkstellingen die een der hoofdbestanddeelen is eener doelmatige inrichting. De hulp welke de Staat niet aarzelde te verleenen in andere gevallen, kan zij worden geweigerd indien men, om dezelve te verkrijgen, bij uitzonderlijke toestanden redenen van zulke dringende gewichtigheid doet gelden?

Overigens dient wel overwogen te worden dat de nieuwe instelling volstrekt nationaal zal zijn, en niet slechts bij naam, maar door het duidelijk omschreven kader harer verrichtingen (art. 3 der standregelen), door het inboorlingschap dat voor hare beheerders wordt vereischt (art. 14, door inschrijving op naam harer aandeelen (art. 7 en het aanvaarden der nieuwe aandeelhouders (art. 6).

Slechts Belgische nijverheid en handel zullen geroepen worden het voordeel ervan te genieten, 't zij door krediet voor uitvoer, 't zij door krediet op langen termijn, veroorloovende uitrusting en voortbrenging te verbeteren en contracten te sluiten met hunne uitheemsche klanten, zelfs met vreemde Staten, met beding van verdaagde betaling, en die maar al te dikwijls moesten afgewezen worden bij gebrek aan genoegzame financieële medehulp.

Het is wel verstaan dat er geen sprake zijn kan van aan te zetten tot het oprichten van nieuwe ondernemingen die niet bij machte zouden zijn de noodige waarborgen te verstrekken. Men is het overigens eens om deze oprichting als ontijdig te beschouwen op het oogenblik dat a'ler streven behoort gericht naar heropbeuring der zaken die vóór den oorlog bewijzen van leefbaarheid gaven.

Ten einde overdreven immobilisatiën te keer te gaan werd de maximum termijn der voorschotten op twintig jaar gesteld (art. 3, § 2 der standregelen).

Deze zal ongetwijfeld nooit bereikt worden, daar de verrichtingen die tot voorschotten aanleiding zullen geven gewoonlijk lang vóór dit tijdsverloop verrekend zijn.

Dubbele waarborg wordt van de geldopnemers gevorderd.

Eenerzijds aval eener bank of eener soortgelijke instelling, anderdeels zakelijke waarborg van vasten aard (hypotheek, pand, verzekeringsovereenkomsten, borgtocht).

Door aval of bankborgtocht worden verzekerd en de stipte uitkeering der voorschotten, en, derhalve, de regelmatige aflossing der obligatiën uitgegeven door de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid.

Niettemin kunnen deze algemeene regels bij eenstemmige beraadslaging van den Beheerraad getemperd worden, indien de noodig geoordeelde zakelijke of persoonlijke waarborgen worden aangeboden (art. 3, § 3 der standregelen).

De diensten die de Nationale Bank en de Nationale Maatschappij voor Kre-

diet aan de Nijverheid zich zullen bewijzen zijn wederkeerig. Door haar 't gebruik toe te staan van hare winsten, van hare lokalen, de medewerking van haar personeel, door ze dank zij haar kostbare inlichtingsmiddelen voor dwaling en verrassing te vrijwaren, zal de Nationale Bank tot het uiterste de algemeene onkosten en de risicos der Maatschappij verminderen, zij zal ze met haar aanzien en haar gezag bekleeden en ertoe bijdragen hare obligatiën voor de oogen van 't publiek als volkomen zekere waarden te doen doorgaan. Wederkeerig zal de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid de Nationale Bank van België toelaten haar het kredietpapier af te staan waarvan al te herhaalde vernieuwingen hare tasch zouden bezwaren en, zelf in 't bezit van papier op België en het buitenland, in het land kapitalen investend die voorheen uitweken, zal zij op breeden voet deel nemen aan hare politiek beoogende regeling van het disconto-percent en van de wisselkoersen.

Ook de onafhankelijkheid der Nationale Bank zal de nieuwe Maatschappij ten goede komen door zelfs het vermoeden af te wenden van eenigen invloed die niet uitsluitend door 't algemeen belang zou zijn ingegeven.

Eens te meer ziet men daardoor in welke mate het aandeel, door de Nationale Bank van België verlangd in het beheer der Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, haar wettig toekomt en hoezeer zij zal bijdragen om aan het nieuw lichaam volle kracht te geven.

Wat daartoe nog meer zal bijdragen, zijn de schikkingen waarbij het zoo spoedig mogelijk samenstellen van belangrijke reserves wordt beoogd. dewelke bestemd zijn tot het verhoogen der soliditeit van de instelling en die automatische vermeerdering van haar obligatiënkapitaal zullen toelaten.

Toezicht van den Staat wordt geregeld bij artikelen 1, 3 en 4 van het wetsontwerp. Het zal gehouden worden door een Commissaris der Regeering die al de verrichtingen nagaat, — door tusschenkomst van den Minister van Financiën in sommige belangrijke daden van het Bestuur, — door de Regeering voor wijzigingen in de standregelen, — door de aanmerkingen die in den schoot der Wetgeving zouden kunnen worden gedaan omtrent de omstandige balansen en verslagen waarvan zij jaarlijks mededeeling zal ontvangen.

De akte van oprichting der Maatschappij zou worden verleden in den vorm gebezigd bij de oprichting der Nationale Maatschappij der Buurtspoorwegen.

De Maatschappij zou worden opgericht voor eenen duur van dertig jaar en zou kunnen voortgezet worden na verloop van elk dertigjarig tijdvak, behoudens strijdig besluit der Regeering (art. 5 der standregelen, §§ 1 en 2).

Het kenmerk van algemeen nut der nieuwe instelling in aanmerking genomen, bleek het noodig aan den Staat alleen de zorg te laten van te oordeelen, na verloop van elk dertigjarig tijdvak, of de Maatschappij dient in stand gehouden te worden.

Overigens moest men zich niet blootstellen aan ontijdige ontbinding, teweeg gebracht door private belangen die zouden aangelokt worden door het verlangen der belangrijke reserves uit te deelen waarvan de samenstel-

ling door de standregelen wordt voorzien en die door den bijzonderen aard van het ontworpen lichaam worden gewettigd.

De ontbinding zou evenals de oprichting aan een wetgevende akte ondergeschikt blijven art. 5, § 3, der standregelen).

Voor 't overige is de bijgevoegde tekst der standregelen in overeenstemming met de voorschriften der wetten die de handelsvennootschappen beheerschen. Hij vordert geen bijzondere toelichting.

* * *

Dit is, in zijn geheel, het ontwerp dat aan de goedkeuring der Wetgeving wordt onderworpen.

Op een beslissend uur beantwoordt het den roerenden kreet die allerwege tot de afgevaardigden der Natie opgaat.

De Belgische nijverheid en handel zouden in een laatste stuiptrekking omkomen, kwam men hun niet spoedig en beslist ter hulp. Opdat zij hunne bloedende wonden zouden kunnen heelen en eindelijk de schemering van betere dagen zouden zien, moet men hun den steun verleenen dien zij verbeiden. Met recht plaatst zich vóór hen de instelling van een krachtig nijverheidskrediet op den eersten rang dezer steunmiddelen; daarop meenen zij met recht de meest aanmoedigende verwachtingen te mogen bouwen.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.



(10)

PROJET DE LOI

instituant une Société Nationale
de Crédit à l'Industrie.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
des Finances et de l'avis de Notre
Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présen-
tera en Notre nom aux Chambres
législatives le projet de loi dont la
teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

La Banque Nationale de Belgique
est autorisée à fonder une société
anonyme au capital de 25 millions de
francs, qui prendra la dénomination
de *Société Nationale de Crédit à
l'Industrie* et aura pour objet de con-
sentir des prêts à long ou moyen terme
aux entreprises industrielles et com-
merciales belges.

Le projet ci-annexé des statuts de
la société à créer est approuvé, ainsi
que la délibération en date du 30 dé-
cembre 1918 de l'Assemblée générale

WETSONTWERP

houdende instelling eener Nationale
Vennootschap voor Krediet aan de
Nijverheid.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil!*

Op de voordracht van Onzen Mi-
nister van Financiën, en volgens
advies van Onzen Ministerraad.

**WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :**

Onze Minister van Financiën zal
in Onzen Naam, bij de Wetgevende
Kamers, het wetsontwerp indienen
waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

De Nationale Bank van België
wordt er toe gemachtigd eene naam-
looze vennootschap met een kapitaal
van 25 millioen frank te stichten, de-
welke de benaming : *Nationale Ven-
nootschap voor Krediet aan de
Nijverheid* aanneemt, en voor doel
heeft leeningen, op langen of middel-
baren termijn, aan de Belgische nijver-
heids- en handelsondernemingen toe
te staan.

Het nevensgaand ontwerp van de
standregelen der te stichten vennoot-
schap is goedgekeurd, alsmede de
beraadslaging, dagteekenende van

extraordinaire des actionnaires de la Banque Nationale de Belgique, qui a décidé la souscription, la libération et l'attribution des actions de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

Les modifications aux statuts seront soumises à l'approbation du Roi.

ART. 2.

L'État garantit envers les tiers le paiement des intérêts des obligations d'une durée de plus de cinq ans, à émettre par la société.

Dans le cas où le produit des opérations ne suffirait pas à assurer le paiement intégral des dits intérêts, l'État fournira à la société les sommes nécessaires pour parfaire la différence.

Les décaissements que l'État serait obligé d'effectuer en vertu de sa garantie lui seront remboursés par voie de prélèvement sur le produit net de l'exercice suivant et, s'il échet, des exercices ultérieurs.

ART. 3.

Le Gouvernement aura le droit de contrôler toutes les opérations de la société et, à cette fin, d'exiger tous états et renseignements.

Il pourra s'opposer à l'exécution de toute mesure qu'il jugerait contraire, soit à la loi, soit aux statuts, soit aux intérêts généraux du pays.

Il nommera un Commissaire chargé

30 December 1918; der buitengewone algemeene vergadering van de aandeelhouders der Nationale Bank van België, dewelke de inschrijving op, en de volstorting en toekenning van de aandeelen der Nationale Vennootschap voor Krediet aan de Nijverheid heeft besloten.

De wijzigingen in de standregelen zullen aan 's Konings goedkeuring worden onderworpen.

ART. 2.

De Staat waarborgt tegenover derden, de betaling van de interesten der obligatiën van meer dan vijf jaar duur, door de vennootschap uit te geven.

Ingeval de opbrengst der verrichtingen niet voldoende is om de betaling van gemelde interesten ten volle te verzekeren, verstrekt de Staat aan de vennootschap de sommen benoodigd om het verschil aan te vullen.

De sommen, welke de Staat, krachtens zijn waarborg, uit de Schatkist te verstrekken zou hebben, worden hem terugbetaald bij wege van voorafschtingen op de zuivere opbrengst van het eerstkomende boekjaar en, desgevallende, van de naastvolgende boekjaren.

ART. 3.

De Regeering heeft het recht toezicht uit te oefenen op al de verrichtingen der Vennootschap en, te dien einde, alle staten en inlichtingen te vorderen.

Zij kan zich verzetten tegen de uitvoering van elken maatregel, dien zij in strijd acht met de wet, of met de standregelen, of met 's Rijks algemeene belangen.

Zij benoemt een Commissaris, die

de surveiller les opérations de la société et notamment les émissions d'obligations.

Ce Commissaire aura le droit de prendre, en tout temps, connaissance de l'état des affaires et de vérifier les écritures et les caisses. Il assistera, quand il le jugera convenable, aux séances des Assemblées générales, du Conseil d'administration et du Collège des commissaires; il y aura voix consultative. Il veillera à ce que la gestion s'inspire des intérêts nationaux. Il pourra suspendre et dénoncer au Gouvernement toute décision qu'il jugerait contraire, soit aux lois, soit aux statuts, soit aux intérêts de l'État. Si le Gouvernement n'a pas statué dans la quinzaine de la dénonciation, la décision pourra être exécutée. Le traitement de ce Commissaire, fixé par le Gouvernement d'accord avec l'Administration de la société, sera payé par celle-ci.

ART. 4.

Chaque année, le Ministre des Finances déposera sur le bureau des Chambres législatives le bilan de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie pour l'exercice écoulé et les rapports du Conseil d'administration et du Collège des commissaires faisant connaître la situation des affaires.

Donné à Bruxelles, le 22 janvier 1919.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

LÉON DELACROIX.

belast is op de verrichtingen der vennootschap, en namelijk op de uitgiften van obligatiën, toezicht te houden.

Deze Commissaris heeft het recht om, te allen tijde, van den stand der zaken kennis te nemen, en de geschriften en kassen na te zien. Wanneer hij zulks dienstig acht, woont hij de zittingen van de algemeene vergaderingen van den Beheerraad en van het College van Commissarissen bij; hij heeft er raadgevende stem. Hij moet zorgen dat het beheer worde gevoerd met het oog op de nationale belangen. Elke beslissing welke hij in strijd acht met de wetten, of met de standregelen, of met de Staatsbelangen, kan hij schorsen en aan de Regeering bekend maken. Heeft de Regeering binnen de vijftien dagen na de bekendmaking geene uitspraak gewezen, zoo mag de beslissing worden uitgevoerd. De jaarwedde van gemelden Commissaris, door de Regeering in overleg met het beheer der vennootschap vastgesteld, wordt door laatstgemelde betaald.

ART. 4.

Telken jare wordt de balans over het afgelopen boekjaar der Nationale Vennootschap voor Krediet aan de Nijverheid, en de verslagen van den Beheerraad en van het College der Commissarissen, welke den stand der zaken kenbaar maken, door den Minister van Financiën ter tafel der Wetgevende Kamers gelegd.

Gegeven te Brussel, den 22 Januari 1919.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

(14)

DILAGE

Nationale Vennootschap voor Krediet aan de Nijverheid

STANDREGELLEN.

TITEL EEN.

BENAMING — ZETEL — DOEL — DOUR.

ARTIKEL EEN. — Onder de benaming « Nationale Vennootschap voor Krediet aan de Nijverheid » wordt eene naamlooze vennootschap gesticht.

ART. 2. — De zetel der vennootschap wordt te Brussel gevestigd.

Bijhuizen of agentschappen kunnen door den Beheerraad worden gevestigd in de localiteiten waar hij zulks doelmatig acht.

ART. 3. — § 1. — De vennootschap heeft tot onderwerp het verleen van voorschotten bestemd tot verbetering, verandering of uitbreiding van Belgische nijverheids- of handelsondernemingen. Zij heeft namelijk voor doel de mobielmaking hunner schuldvorderingen op langen of middelbaren termijn te vergemakkelijken.

§ 2. — De voorschotten worden toegestaan voor eene tijdruimte welke niet meer dan twintig jaar mag bedragen.

Na afloop van den overeengekomen termijn, kunnen verlengingen van den duur worden verleend, in gevallen, op de wijze en mits de voorwaarden door den Beheerraad vast te stellen.

§ 3. — De voorschotverrichtingen worden behandeld door bemiddeling en onder waarborging van eene door den Beheerraad aan te nemen Bank, Kredietinrichting of elk andere soortgelijke instelling. Bovendien behoort de goede afloop daarvan te worden verzekerd, hetzij door een zakelijken waarborg (hypotheek, pand, contract van levensverzekering), hetzij door eenen borg, hetzij door zulkdanige andere waarborging als het Beheer dienstig zal achten.

Voorschotten welke de voormelde voorwaarden niet vereenigen kunnen echter toegestaan worden, indien de voorgestelde zakelijke of persoonlijke waarborgen ruim voldoende zijn tot dekking van het vol bedrag der schuldvorderingen en indien, in elk geval, de beslissing daartoe wordt genomen

met eenparige stemmen der bij de beraadslaging aanwezige leden van den Beheerraad.

§ 4. — De interestvoet der voorschotten wordt door den Beheerraad vastgesteld.

Art. 4. — De vennootschap kan, doch alleen in de tot voorloopige belegging harer beschikbare gelden noodige mate, en in overleg met de Nationale Bank van België, handelseffecten disconteeren of koopen, die beantwoorden aan de eischen van aanneembaarheid, aangeduid in de standregelen of reglementen van voornoemde bank.

De vennootschap mag geene andere onroerende goederen bezitten dan die welke tot hare diensten van Beheer of tot die van hare bijhuizen of agent-schappen zouden bestemd zijn.

Zij mag echter onroerende goederen aankoopten om zich voor hare achterstallige schuldvorderingen te dekken.

Art. 5. — De vennootschap wordt gesticht voor een tijdsbestek van dertig jaar.

Na verloop van elk dertigjarig tijdvak wordt, behoudens tegenstrijdige beslissing der Regeering, de duur van de vennootschap van rechtswege voor een nieuw tijdsbestek van dertig jaar verlengd.

Buiten de gevallen voorzien bij de geordende wetten op de handelsvennootschappen, kan de vennootschap alleen krachtens eene wet, op verzoek van den Beheerraad en van het College van Commissarissen, ontbonden worden; deze wet zal de wijze en de voorwaarden der vereffening regelen.

TITEL II.

KAPITAAL — AANDEELEN — OBLIGATIËN — BEWAARGEVINGEN.

Art. 6. — Het maatschappelijk kapitaal beloopt 25,000,000 frank, vertegenwoordigd door 50,000 aandeele, elk van 500 frank, waarvoor de Nationale Bank van België heeft ingeschreven overeenkomstig de beraadslaging genomen in de Buitengewone Algemeene Vergadering harer aandeelhouders, welke te Brussel, op 30 December 1918, werd gehouden.

Het vol bedrag van al deze aandeele is in het bijzijn van ondergeteekende notaris en getuigen voldaan geworden door het storten der som van 25,000,000 frank, die zich van nu af aan ter vrije beschikking van de vennootschap bevindt.

Het maatschappelijk kapitaal kan naderhand, in een of meer malen, worden verhoogd of verlaagd, bij beslissing van de Buitengewone Algemeene Vergadering der aandeelhouders, beraadslagende gelijk in zake wijziging in de standregelen.

In geval van verhooging, worden de voorwaarden en het bedrag van de uitgifte der nieuwe aandeele door den Beheerraad vastgesteld.

Hij bepaalt ook of al dan niet, en in welke verhouding, een recht van voorkeur bij de inschrijving op de nieuwe aandeele aan de titularissen der oude zal toegekend worden.

In elk geval, dienen de inschrijvers der nieuwe aandelen door hem te worden aangenomen.

ART. 7. — De aandeelhouders zijn alleen onderhevig aan het verlies van het bedrag hunner aandelen.

Al de aandelen zijn op naam en moeten het blijven.

Bij den maatschappelijken zetel wordt een register der aandeelhouders gehouden. De eigendom van een aandeel wordt door eene boeking in dit register vastgesteld. Door twee beheerders onderteekende nominatieve bewijzen van boeking worden aan de aandeelhouders afgegeven.

Overdracht van aandelen moet door den Beheerraad veroorloofd worden.

De overdracht geschiedt, hetzij door eene in het register der aandeelhouders geboekte aangifte tot overlating, die door den overlater en den overnemer of door hunne zaakgelastigden, is gedagteekend en onderteekend, hetzij op elk andere bij de wet veroorloofde wijze.

ART. 8. — De aandelen zijn onverdeelbaar en de vennootschap erkent enkel eenen eigenaar per titel

Wanneer er voor een aandeel verscheidene belanghebbenden zijn, heeft de vennootschap het recht de uitoefening der daaraan verbonden rechten te schorsen, totdat dienaangaande een enkele persoon als eigenaar van den titel is aangewezen geworden.

ART. 9. — De erfgenamen of schuldeischers van een aandeelhouder kunnen, onder geenerlei voorwendsel, noch het aanleggen van zegels op de goederen en waarden der vennootschap uitlokken, noch zich op eenige wijze in haar beheer inmengen. Voor de uitoefening van hunne rechten, moeten zij genoeg nemen met de maatschappelijke balansen en met de beslissingen van de Algemeene Vergadering.

ART. 10. — De vennootschap kan, met of zonder premiën, obligatiën uitgeven waarvan de terugbetaling binnen eene tijdruimte van ten hoogste dertig jaar moet geschieden.

Het bedrag der in omloop zijnde obligatiën mag het tienvoudig bedrag van het maatschappelijk kapitaal en van de reserves niet te boven gaan.

Met instemming der Regeering kan echter de vennootschap deze grens overschreiden of obligatiën uitgeven, die in meer dan dertig jaar terugbetaalbaar zijn.

De Beheerraad bepaalt, in overleg met de Regeering, het model der obligatiën, hun interestvoet en alle andere voorwaarden van uitgifte of van terugbetaling.

ART. 11. — De vennootschap is bevoegd tot het uitgeven van kashons hebbende eenen duur van een tot vijf jaar.

ART. 12. — De Staat waarborgt de betaling van de interesten der obligatiën, hebbende eenen duur van meer dan vijf jaar, die in de onder artikel 10 bepaalde voorwaarden worden uitgegeven.

Mocht de opbrengst der verrichtingen ontoereikend zijn om de volle betaling van geme'de interesten te verzekeren, dan worden door den Staat, aan de Vennootschap, de sommen verstrekt die tot aanvulling van het verschil benodigd zijn.

De stortingen welke de Staat verplicht mocht zijn krachtens zijnen waarborg te doen, worden hem terugbetaald bij wege van voorafschieting op de zuivere opbrengst van het eerstkomende boekjaar en, desgevallende, van de naastvolgende boekjaren.

ART. 13. — De vennootschap mag interestdragende bewaargevingen op termijn, beloopende ten minste 1,00 frank aannemen.

De voet der interesten aan de bewaargevers te vergoeden, wordt door den Beheerraad vastgesteld.

TITEL III.

BEHEER — TOEZICHT

ART. 14. — De vennootschap wordt beheerd door eenen raad van zeven beheerders waarvan ten minste vijf gekozen uit den schoot van den Beheerraad der Nationale Bank van België of uit de candidaten voorgesteld door het beheer van deze Bank.

De Beheerraad verkiest uit zijne leden eenen voorzitter en eenen ondervoorzitter.

Een College van drie Commissarissen, waarvan twee gekozen onder de censoren der Nationale Bank van België, houdt toezicht op de verrichtingen der vennootschap.

De beheerders en commissarissen moeten Belg zijn van geboorte. De beheerder of commissaris, welke de Belgische nationaliteit verliest, wordt van rechtswege als ontslagnemer beschouwd.

ART. 15. — De duur van het mandaat der beheerders is ten hoogste zes jaar.

De commissarissen worden ten hoogste voor drie jaar benoemd.

De eenen en de anderen zijn altijd herkiesbaar.

De rooster van aftreding der beheerders en commissarissen wordt, wat betreft de leden behorende tot het Beheer der Nationale Bank van België derwijze geregeld, dat het verstrijken van hun mandaat van beheerder of van commissaris der vennootschap samentreft met dat van hun mandaat van bestuurder of van censor der Nationale Bank van België.

Het lot regelt den rooster van aftreding der andere beheerders en commissarissen.

In geval eene betrekking van beheerder openvalt, hebben de in dienst gebleven beheerders en de commissarissen, in algemeene raadskamer vergaderd, het recht daarin voorloopig te voorzien, met inachtneming echter van de bepalingen van artikel 14.

In hare eerste zitting gaat de Algemeene Vergadering tot de eindverkiezing over.

ART. 16. — Elke beheerder moet, vijf-en-twintig aandeelen der vennootschap tot waarborging van zijn beheer, bij voorrecht verbinden.

De borgstelling van elken commissaris is op tien aandeelen der vennootschap vastgesteld.

Melding van dit verband moet door den eigenaar der aandeelen gedaan worden in het register der aandeelhouders en, indien de aandeelen aan den beheerder of aan den commissaris niet toebehooren, moet daarvan op de eerste algemeene vergadering kennis gegeven worden.

De als borgtochten verbonden aandeelen zijn onvervreemdbaar tijdens den duur van het mandaat van dengene wiens beheer zij waarborgen.

Eerst na goedkeuring der balans van het boekjaar gedurende hetwelk hun beheer heeft opgehouden, worden zij ter beschikking van de titularissen gesteld.

ART. 17. — Aan de beheerders en commissarissen wordt door de gewone Algemeene Vergadering eene op de rekenig der algemeene kosten te brengen vaste vergoeding toegekend.

ART. 18. — De Beheerraad vergadert mits opröeping en onder het voorzitterschap van zijnen voorzitter of, indien deze verhinderd is, van den ondervoorzitter, en, bij hunne ontstentenis, van eenen beheerder die door zijne collega's wordt aangewezen, telkenmale het belang der vennootschap zulks vergt en telkenmale ten minste drie beheerders het aanvragen.

ART. 19. — Alleen wanneer ten minste vier zijner leden aanwezig zijn, kan de Raad geldig beraadslagen.

Elk verhinderde Beheerder kan, zelfs bij eenvoudigen brief, een ander lid van den Raad machtigen om hem te vertegenwoordigen en voor hem en in zijne plaats te stemmen. Echter geen beheerder kan in dier voege meer dan één lid van den Raad vertegenwoordigen.

Behoudens het geval voorzien onder het laatste lid van art. 3, § 3, van deze standregelen, worden de beslissingen met meerderheid van stemmen genomen.

Bij staking, is de stem van den voorzitter beslissend.

ART. 20. — De Beheerraad heeft, binnen de perken bepaald door deze standregelen, de uitgebreidste bevoegdheid aangaande het beheer en het bestuur der zaken van de vennootschap.

Hij heeft namelijk de macht om over al de tot het maatschappelijk onderwerp behorende verrichtingen te beslissen. Hij kan alle sommen en waarden ontvangen, alle betalingen doen of ontvangen, alle kwijtschriften daarvan eischen of verstrekken, alle contracten aangaan, en verlijden, alle roerende of onroerende goederen, alle hoegenaamde vergunningen, aankopen, vervreemden, ruilen, in huur nemen en geven, alle leeningen aangaan, allerhande bons of obligatiën invoeren en uitgeven onder het bij artikel 10 nader bepaald voorbehoud, alle leeningen en voorschotten toestaan, alle hypotheeken met of zonder beding van dadelijke uitvoering verleenen of aanvaarden, alle zake'lijke rechten en alle roerende of onroerende waarborgen verleenen of aanvaarden, van alle zakelijke rechten, voorrechten en ontbindende vordering afzien, van alle hypothecaire of bevoorrechte inschrijvingen en van alle overschrijvingen, inbeslagnemingen, stuitingen, onderpanden, panden en andere beletselen handlichting geven en schrapping toestaan, van alle ambtshalve te doen inschrijvingen ontslaan,

alle meldingen en indeplaatsstellingen toestaan, een en ander vóór of na betaling; onderhandelen, pleiten, zoowel eischender als verweerender, dading aangaan, instemmen en zich opscheidsrechterlijke uitspraak beroepen, alle agenten of beambten benoemen en afzetten, hunne ambtsbevoegdheid, wedden, en, zoo daartoe aanleiding bestaat, hunne borgtochten vaststellen.

De voorgaande opsomming is geene beperkende doch eene eenvoudig aanhalende; al wat niet uitdrukkelijk bij de wet of bij de standregelen aan de Algemeene Vergadering der aandeelhouders voorbehouden is, ligt in de bevoegdheid van den Beheerraad.

De Beheerraad is gemachtigd om aan een of verscheidene zijner leden of zelfs aan derde personen bijzondere bepaalde bevoegdheden over te dragen of te verleen.

Het dagelijksch bestuur der vennootschap wordt door hem aan een of verscheidene beheerders opgedragen, die de benaming van Aangewezen Beheerders nemen.

Hij stelt hunne ambtsbevoegdheid en hunne vergelding wegens deze bemoeienissen vast. Zoo noodig ontzet hij ze uit hun ambt en voorziet hij in hunne vervanging.

ART. 21. — De rechtsvorderingen, zoowel eischender als verweerder, worden namens de vennootschap, door den Beheerraad, op vervolging en benaarstiging van zijnen voorzitter, of van den te dien einde aangewezen beheerder, gevoerd.

ART. 22. — Al de akten welke de vennootschap binden, andere dan die van dagelijksch beheer, worden, behoudens bijzondere aanwijzing van den Beheerraad onderteekend door twee beheerders die, ten aanzien van derden, het bewijs eener voorafgaande beslissing van den Raad niet hebben te leveren.

De akten van het dagelijksch beheer kunnen door een beheerder of door een te dien einde aangewezen agent onderteekend worden.

ART. 23. — De beraadslagingen van den Beheerraad blijken uit processen-verbaal welke in een ten maatschappelijken zetel gehouden bijzonder register worden ingeschreven.

De afschriften van, of uittreksels uit deze processen-verbaal worden door den Voorzitter van den Beheerraad of door twee beheerders onderteekend.

ART. 24. — De Commissarissen hebben een onbeperkt recht van bewaking en van toezicht op de verrichtingen van de vennootschap. Zij mogen, zonder verplaatsing, kennis nemen van de boeken, van de briefwisseling, van de processen-verbaal en in 't algemeen van al de geschriften der vennootschap.

Elk semester wordt hun, door den Beheerraad eenen staat overhandigd die den actieven en passieven toestand der vennootschap samenvat. De Commissarissen behooren aan de Algemeene Vergadering den uitslag van hunne opdracht, met de voorstellen, welke zij voegzaam achten, voor te leggen, en te harer kennis te brengen op welke wijze zij de inventarissen hebben nagezien.

Art. 25 — Een door de Regeering benoemde Commissaris houdt toezicht op de verrichtingen der vennootschap, en namelijk op de uitgiften van obligatiën. Hij heeft het recht, te allen tijde, van den stand der zaken kennis te nemen en de boekhouding en de kassen na te zien.

Wanneer hij zulks dienstig acht, woont hij de zittingen van de Algemeene Vergaderingen, van den Beheerraad en van het College van Commissarissen bij; hij heeft er raadgevende stem.

Hij moet zorgen dat het Beheer worde gevoerd met het oog op de nationale belangen.

Elke beslissing, welke hij in strijd acht met de wetten, of met de standregelen, of met de Staatsbelangen kan hij schorsen en aan de Regeering bekend maken.

Heeft de Regeering, binnen de vijftien dagen na de bekendmaking, geene uitspraak gewezen, zoo mag de beslissing worden uitgevoerd.

De jaarwedde van gemelden Commissaris, door de Regeering in overleg met het Beheer der vennootschap vastgesteld, wordt door deze betaald.

TITEL IV.

ALGEMEENE VERGADERING DER AANDEELHOUDERS.

Art. 26. — De Algemeene Vergadering der aandeelhouders, regelmatig samengesteld, vertegenwoordigt de algemeenheid der eigenaars van aandelen.

Hare beslissingen zijn verplichtend voor allen, zelfs voor de aandeelhouders die afwezig zijn, of eene andere meening zijn toegedaan.

De aandeelhouders hebben zooveel stemmen als zij aandelen bezitten.

Nochtans mag niemand aan de stemming deelnemen voor een getal aandelen, dat het vijfde gedeelte van het aantal der uitgegeven aandelen, of de twee vijfden van de ter zitting vertegenwoordigde aandelen te boven gaat.

Art. 27. — Ieder jaar, en voor de eerste maal in 19 , wordt er in den maatschappelijken zetel te Brussel, op den laatsten maandag van September te uur, eene gewone algemeene vergadering der aandeelhouders van de vennootschap gehouden.

De Beheerraad kan buitengewone algemeene vergaderingen beleggen. Hij moet ze samenroepen op aanvraag van het College van Commissarissen, of van aandeelhouders welke het vijfde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Art. 28. — Worden tot de Algemeene Vergadering toegelaten, de sedert ten minste twintig dagen ingeschreven aandeelhouders, wier bewijzen ten maatschappelijken zetel, of bij de inrichtingen aangeduid in de berichten van oproeping, werden overgelegd, ten minste vijf volle dagen vóór den vastgestellten datum van vergadering.

Art. 29. — Ieder aandeelhouder kan zich op de vergadering doen vertegenwoordigen door eenen gemachtigde, welke zelf stemgerechtigd is.

De Raad van Beheer kan den vorm bepalen der lastgevingen; en eischen dat zij ten maatschappelijken zetel binnen het door hem vast te stellen tijdsbestek worden overgelegd.

De minderjarigen, de uit hunne rechten ontzette personen, de gehuwde vrouwen en de openbare en private instellingen worden vertegenwoordigd door hunne erkende vertegenwoordigers of organen.

De medeëigenaars, de vruchtgebruikers en bloote eigenaars, de pandhoudende schuldeischers en pandschuldenaars moeten wederzijds zich doen vertegenwoordigen door een enkelen en zelfden persoon.

ART. 30. — Vóór de opening der zitting teekenen de aandeelhouders de aanwezigheidslijst.

ART. 31. — Het bureel der Algemeene Vergaderingen is samengesteld uit de tegenwoordig zijnde leden van den Beheerraad en van het College der Commissarissen.

De Vergadering wordt voorgezeten door den Voorzitter van den Beheerraad of bij ontstentenis van dien, door den Ondervoorzitter of, bij beider ontstentenis, door een Beheerder aangewezen door zijne collega's.

De Voorzitter wijst den Sekretaris aan; de vergadering kiest uit hare leden twee stemopnemers.

ART. 32. — De gewone Algemeene Vergadering hoort de verslagen door den Beheerraad en door het College van Commissarissen ingediend nopens de verrichtingen van de vennootschap en doet uitspraak over de goedkenning der balans en der winst- en verliesrekening. Na goedkeuring der balans, doet zij, bij bijzondere stemming, uitspraak over de ontlasting der Beheerders en Commissarissen.

Zij doet de benoemingen van Beheerders en Commissarissen binnen de in artikel 14 aangeduide grenzen.

ART. 33. — De beslissingen worden genomen, welk ook het getal van de ter vergadering vereenigde aandeelen zij, bij volstreckte meerderheid der aanwezige of vertegenwoordigde stemmen.

Nochtans, wanneer over wijzigingen in de standregelen behoort te worden beraadslaagd, is de vergadering slechts wettelijk samengesteld, als de leden welke de zitting bijwonen ten minste de helft van het kapitaal vertegenwoordigen. Is deze voorwaarde niet vervuld, dan is een nieuwe oproeping noodzakelijk en de nieuwe vergadering beraadslaagd rechtsgeldig welk ook het door de aanwezige aandeelhouders vertegenwoordigde kapitaalgedeelte zij.

In een en ander geval wordt geen voorstel aangenomen, als het niet de drie vierden der stemmen vereenigt.

De stemmingen geschieden bij handopsteken of bij naamafroeping, ten ware door de Algemeene Vergadering daaromtrent, bij meerderheid van stemmen, anders worde beslist.

Als in geval van benoeming geen candidaat de volstreckte meerderheid heeft, wordt overgegaan tot herstemming tusschen de kandidaten welke de meeste stemmen bekomen hebben. Staken de stemmen bij deze herstemming, dan is de oudste der kandidaten gekozen.

ART. 34. — De processen-verbaal der Algemeene Vergaderingen worden onderteeekend door de leden van het bureel en door de aandeelhouders welke zulks vragen.

De afschriften en uittreksels aan derden te verstrekken, worden onderteeekend door den Voorzitter van den Beheerraad of door twee Beheerders of Commissarissen.

TITEL V.

BALANS. — VERDEELING. — RESERVES.

ART. 35. — Den dertigsten Juni van ieder jaar en voor de eerste maal den 19 wordt door de zorgen van den Beheerraad een inventaris opgemaakt van de roerende en onroerende waarden en van al de in- en uitschulden der vennootschap, met eene bijlage welke beknopt al hare verplichtingen vermeldt.

Op hetzelfde tijdstip maakt de Beheerraad de balans en de winst-en-verliesrekening op.

ART. 36. — Het voordeelig overschot van de balans, na aftrek der algemeene kosten, lasten en delgingen, maakt de zuivere winst van de vennootschap uit.

Na eventueelen aftrek der terugbetalingen aan den Staat, voorzien bij het laatste lid van artikel 12, wordt van deze winst afgenomen :

1° Vijf ten honderd bestemd voor het wettelijk reservefonds;

2° De som noodig om aan de aandeelen een dividend van 3 t. h. uit te betalen.

Van het overschot wordt 50 t. h. aan het buitengewoon reservefonds toegekend; deze toelage kan worden teruggebracht tot 25 t. h., wanneer het buitengewoon reservefonds de twee derden van het maatschappelijk kapitaal bereikt heeft.

De toekenning van het overschot wordt door den Beheerraad geregeld. In geval de Beheerraad besluit een tweede dividend uit te keeren, wordt aan den Staat een deel der winsten toebedeeld gelijk aan het derde van de som aan de aandeelen toegekend.

ART. 37. — De dividenden worden betaald op de plaatsen en tijdstippen door den Beheerraad vast te stellen.

ART. 38. — De onder artikel 36 ten voordeele van het buitengewoon Reservefonds voorziene voorallichtingen houden op verplichtend te zijn wanneer dit fonds het bedrag van het gestorte maatschappelijk kapitaal heeft bereikt.

De gebruikswijze der reserves is gansch vrij. De belegging in openbare fondsen is nochtans beperkt tot de titels van den Belgischen Staat, of de door hem gewaarborgde titels.

Beraadslagende als in zake wijziging in de standregelen, kan de Algemeene Vergadering der aandeelhouders beslissen de buitengewone reserve te verdeelen onder den vorm van nieuwe tot verhooging van het kapitaal

geschapen aandeelen. In dit geval, alsmede bij de likwidatie der vennootschap, wordt door den Staat op de buitengewone Reserve eene som voorgelicht gelijk aan het derde van het deel der aandeelhouders.

TITEL VI.

VERSCHILLENDE BEPALINGEN.

ART. 39. — De metterwoon in het buitenland gevestigde aandeelhouder is verplicht in België woonplaats te kiezen voor al wat op de uitvoering dezer standregelen betrekking heeft.

Bij verzuim van woonplaats te kiezen, wordt deze van rechtswege geacht te zijn gekozen ten zetel der vennootschap, waar al de kennisgevingen, aanmaningen, dagvaardingen en beteekeningen geldig gedaan worden.

ART. 40. — De Beheerders, de aangewezen Beheerder en de Commissarissen, worden voor de eerste maal door de Regeering benoemd.

ART. 41. — Behoudens de bij deze standregelen daarin aangebrachte wijzigingen zijn al de bepalingen van de geordende wetten op de handelsvennootschappen toepasselijk op de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid.

Nochtans zijn de statutaire wijzigingen slechts van kracht mits 's Konings goedkeuring.

ART. 42. — De verschijnende partij verklaart dat het benaderd bedrag der kosten en uitgaven ten laste van de vennootschap nit hoofde harer oprichting fr. beloopt.

